L'Echo de Manitoba

JOURNAL HEBDOMADAIRE.

"TOUT DROIT."

VOLUME III. WINNIPEG, MAN., 20 SEPTEMBRE 1900. NUMERO 33

L'ECHO DE MANITOBA

Imprimé par A. GAUVIN.

Toutes communications devront être adressées

Boite 1309. - - - WINNIPEG, MAN.

L'administration n'est pas responsable de articles ou correspondances dûment signés.

Au Transvaal.

"War is over"; la guerre est fini, nous annoncent ce matin les dépeches et les journaux de nuit.

Les derniers événements en Afrique-Sud paraissent justifier cette opinion.

Le président Kruger, après avoir trompé la vigilance de lord Roberts, a réussi à atteindre le territoire portugais de Louronco Marquez. Il est dans la ville qui porte ce nom. Accompagné de plusieurs fonctionnaires transvaaliens, de Piet-Groebeler et de l'auditeur-général Marais, il est descendu à son consulat. Mais son secrétaire d'état, M. Reitz, n'est pas avec lui; ce qui donne à supposer que ce fonctionnaire est resté au Transvaal pour traiter avec lord Roberts des conditious de la paix.

Bien entendu, dans les pays sympathiques à la cause des Boers, on entretient encoré quelque doute sur la chute finale du petit peuple, qui, depuis plus d'un an, paralyse les efforts du colose anglais, avec une constance et un héroisme dont l'histoire n'offre peut-être pas d'exemple chez les autres nations. Bien des gens ne peuvent se rendre à l'idée que les vainqueurs de Magersfontein, de Colenzo, de Spion Kop, ont succombé.

Mais il n'est pas possible de résister à l'évidence. L'âme de la guerre chez les Boers, le vieux Kruger, est parti.

On dit que l'ex-président s'embarque pour l'Europe le 24 du courant.

Une dépêche ajoute bien que le général Schalburger remplacera le président Kruger durant son absence, qui ne serait que temporaire; de plus, que les Boers pourront continuer la guerre de partisans plus aisément, aujourd'hui qu'ils sont débarrassés de la direction, parfois génante, de Kruger; que le président Steyn n'a pas quitté le pays boer et poursuivra les hostilités Cependant il est difficile de croire que, les Boers ruinés, décimés, privés de communications avec la côte, puissent tenir avantage contre l'inévitable.

Paris,—Des autorités compétentes ont informé le correspondant du Sun qu'on a tout lieu de croire qu'avant de passer la frontière pour se réfugier à Lourenco-Marques, le président Kruger a reçu l'assurance des autorités portugaises qu'il ne serait pas remis entre les mains des Anglais. Néanmoins son départ a causé une profonde impression en France où il est considéré comme la fin de la guerre.

Washington,—On croit que le président à fait récemment des avances au gouvernement des Etats-Unis, pour savoir quel genre de protection ce gouvernement pourrait lui offrir dans le cas où il serait forcé de venir se réfugier en Amérique

Johannesburg,—Une division de troupes coloniales a été envoyée pour chasser les Boers des hauteurs de Heidelberg.

Le général Barton a chassé l'ennemi des environs de Krugersdorq. Il a aussi incendié la maison de M. Van Zyl, qui a souvent offert un refuge aux Boers.

Le mouvement du général Hart vers Potchefstroom a été couronné de succès.

La nouvelle de la mort du fameux général bœr Theron est confirmée.

Londres,—Le Bureau de la guerre a publié un long rapport de lord Roberts sur le traitement infligé aux prisonniers de guerre anglais à Prétoria, fondé sur le rapport de la Cour d'enquête. En peu de mots, lord Roberts déclare que les officiers étaient bien traités, mais que la nourriture donnée aux soldats était insuffisante et de qualité inférieure.

Il dénonce le traitement infligé aux soldats coloniaux, qui étaient considérés comme des criminels. La manière dont ont été traités les malades, jette le plus grand discrédit sur les Bœrs, dit lord Roberts.

En Chine

LA BARONNE VON KETTELER

Berlin, 14 septembre.—La baronne de Ketteler, veuve du ministre allemand à Pékin, est arrivée le 9 septembre à Tientsin, escortée d'un détachement de marins allemands. L'amiral Kirchhoff avait pris tous les arrangements nécessaires pour faciliter le voyage de la baronne, qui se rendra en Allemagne, après une visite aux Etats Unis.

POURQUOI PROTEGE-T-IL TUAN?

Londres, 13 septembre,—Une dépêche spéciale de Shanghai en date d'hier dit: "Les Russes n'ont pas réussi, après deux attaques, à prendre les fortifications chinoises à l'ei Tang, au nord de Takou. Li Hung Chang déclare qu'il veut bien négocier pour la restauration de l'empereur Kouang Sou, mais pas pour la punition du prince Tuan et de Young Lu ou Kang Si (président du conseil de guerre).

Le 'moniteur local' dit que l'empereur Guillaume a fait accompagner le maréchal de Waldersee de deux hommes de sa garde du corps, avec l'ordre de ne jamais le quitter ni le jour ni la nuit.

Le chef d'une des ambassades d'une des principales puissances à Berlin dit aujourd'hui: "J'ai appris que l'Allemagne n'avait pas l'intention de conclure la paix avec la Chine, quel que soit le plénipotentiaire chinois."

Paris,—Bien qu'il soit vrai que la France ait accepté en principe la proposition de la Russie concernant l'évacuation de Pékin, les détails ne sont pas encore déterminés. M. Pichon, le ministre de France à Pékin, a été informé des intentions de son gouvernement et a reçu des instructions lui disant de se mettre en rapports avec le ministre de Russie, de M. Giers et de consulter ce dernier, quant à la date et a la méthode à suivre pour l'évacuation de la capitale chinoise.

En comuniquant ce qui précède, les autorités françaises ont pris le soin d'expliquer au représentant de l'Associated Press que l'évacuation de Pékin sera limitée à la ville elle-même, et qu'il se pourrait très bien que l'armée campât sous les murs mêmes de Pékin, de façon à ne pas abandonner les avantages militaires déjà obtenus et à empêcher que l'avenir n'amène un autre conflit.

On dit que le pays entre Pékin et Tien Tsin continuera à être occupé par les troupes étrangères- De plus, la France ne quittera pas Pékin avant d'avoir reçu l'avis de M. Pichon, et il est très probable qu'un fort détachement de troupes restera à Pékin pour protéger la légation française et les missions.

On assure que la majorité des puissances sont d'accord sur trois points relativement au règlement de la question chinoise: le maintien et l'intégrité de l'empire, la nécessité d'obtenir des garanties pour que les mêmes outrages ne se reproduisent pas dans l'avenir et une compensation pour les griefs passés. Les puissances sont en train d'échanger leurs vues entre elles afin de fixer quelles garanties et quelles compensations devront être demandées.

Des recherches faites afin de savoir quelles sont les puissances formant la minorité et qui n'ont pas consenti à ces trois points, il est résulté qu'aucune puissance n'a refusé de les accepter, mais que quelques-unes n'ont pas encore donné leur assentiment. L'Allemagne est, paraît-il, la seule puissance qui hésite à se joindre aux autres. La difficulté pour l'Allemagne est d'abandonner avec dignité une attitude intransigeante. La nomination du maréchal de Waldersee comme commandant des alliés en Chine est le résultat d'un projet conçu hâtivement dans le cerveau de l'empereur Guillaume et mis à exécution sans avoir été mûrement étudié, et on croit que les puissances vont aplanir le chemin pour que l'Allemagne puisse se rétracter.

Les ports de la province de Petchili seront occupés par les forces alliées jusqu'à ce que les difficultés avec la Chine soient réglées.

La France paraît être complètement d'accord avec la note italienne à ce sujet.

La Telegraphiè sans fil

Des expériences vraiment décisives de télégraphie sans fil ont en lieu l'hiver dernier, dans le golfe de Finlande, entre deux îles (Kotka et Holand) distantes de quarante-sept kilomètres, et qui avaient été privées jusqu'ici, en raison de leur difficulté d'accès, de toutes espèces de communications téléphoniques.

Pendant 84 jours, avec une précision et une régularité qui ne se sont jamais démenties, 440 télégrammes officiels ont été échangés entre ces deux postes, dont le service était fait non par des spécialistes, mais par de simples soldats russes du corps de génie. L'un des télégrammes ne comportait pas moins de 108 mots.

Détail curieux: pour ces expériences, le récepteur était remplacé par un appareil téléphonique ordinaire, avec, bien entendu, un radio-conducteur Branly intercalé dans le circuit.

Le hasard a voulu que, pour ses débuts, la télégraphie sans fil franco-russe servit à sauver des existences humaines en péril.

On avait créé cette installation surtout en vue d'établir des communications constantes avec le cuirassé russe "Géneral-Amiral-Apraxine," qui se trouvait bloqué par les glaces contre la muraille de rochers à pic bordant l'ile de Hohland Une fois les transmissions établies, on télégraphie un beau jour qu'un bloc de glace vient de se détacher de l'icefield près de Zovenzarie, en entrainant en pleine mer un groupe de pêcheurs qui avaient eu l'imprudence de s'y aventurer. Le télégramme d'alarme, expédié par l'amiral Avellan, est recueilli au vol par le navire brise-glaces "Ermak" en train de naviguer dans ces parages. C'est ainsi que vingt-sept pauvres diables ont pu échapper à une mort certaine: l'équipage de l'"Ermak" vint en effet, à temps à leur secours.

Le télégraphe sans fil, dont c'est le premier exploit de ce genre, a donc déjà bien mérité de l'humanité! Ce sont un ingénieur russe M. Papoff et un ingénieur français, M. Ducretet qui ont dirigé ces expériences.

Une Fameuse Blague.

Le MORNING TELEGRAM publiait la semaine dernière une note annonçant que M. A. A. C. La-Rivière serait probablement élu par acclamation dans Provencher, tant ses électeurs étaient satisfaits de lui!

Les électeurs de Provencher pourront juger par cet échantillon ébouriffant, de la façon dont sont renseignés les conservateurs.

C'est probablement avec des renseignements comme celui-ci qu'ils bâtissent leur prochain triomphe!

Ce qu'ils vont en avoir une déception, les pauvres gens!

Cette note du TELEGRAM porte le cachet distinctif de la Rivière-la-Blague.

Les mensonges Conservateur

M. Art Delisle candidat libéral dans le comté de Portneuf vient d'écrire une lettre au "Soleil" pour réfuter un article du "Journal", organe conservateur qui le représentait comme un libéral mécontent.

C'est avec des mensonges de cet acabit que les conservateurs font campagne!

M. FITCH PROTESTE

Les tory faisaient courir le le bruit que M. Valentine Ficht, cultivateur bien connu et universellement estimé de Oxford-Est, Ont., était mécontent du parti libéral, parce que lors de la convention libérale à Norwick il avait fait observer à sir Richard Cartwright que Oxford-Est réclamait un service postal quotidien. M. Ficht vient de démentir ces rumeurs. Loin d'avoir changé d'allégeance politique, il approuve la politique générale du parti libéral qu'il appuiera au prochaines élections comme par le passé.

Il proteste contre les insinuations des journaux torys.

Gros incendie

La ville de Paris en Ontario, centre industriel très important a été visitée la semaine dernière par un incendie terrible qui a détruit la plus grande partie du centre d'affaires de la ville.

Les pertes sont évaluées à $400,000.

OFFRES ET DEMANDES

Nous rappelons à nos lecteurs que nous insérons GRATIS dans cette colonne, les annonces d'offres et demandes, instruments, récolte, animaux, travail etc)—cela dans le but de leur faciliter leur échanges.

Essayez de cette publicité gratis.

Madame Maman

Toute petite, aux sorties d'école, elle avait commencé à le regarder, le trouvent gentil. Quand elle sut les troubles d'amour, elle soulevait un bout du rideau de ses vitres, lui envoyant des yeux un baiser qui n'arrivait pas. Et elle grandit avec cette pensée. Il devint l'Etre de son cœur, la vibration de son rêve de vierge. Lui n'en sut jamais rien. C'est un crime pour une jeune fille qui aime d'en laisser voir la moindre chose. Elle n'a l'espoir que d'être devinée.

Elle ne le fut pas. Il partit, resta des années au loin, puis revint. Mais sur son bras se penchait une jeune femme toute charmante, il était marié

Dans le square où elle venait parfois s'asseoir avec un livre, elle aperçut, un après-midi, jouant près de son banc, deux tout petits gardés par une grosse Normande. Elle, qui aime tant les enfants, demanda à la bonne:

—A qui sont ces jolis petits choux?...

Et la réponse fit incliner sur le livre son fin profil de blonde...

C'étaient les siens.

Le lendemain, ils y étaient encore. Elle les appela:

—Vous n'avez pas peur de moi, n'est-ce pas?...Assayez-vous, tenez...

Elle les prit, un sur chaque genou, et, penchée, dans la tiédeur des boucles, elle les regardait, très attendrie. Eux se laissaient faire, avec la familiarité facile des enfants. Elle demanda:

—Comment vous appelez-vous?...

L'un d'eux rédondit:

—Pierre...

Elle tressaillit....Son nom....

Ce fut celui-là qui eut le premier baiser.

Depuis, elle vient tous les jours s'asseoir sur le banc autour duquel ils jouent. Tous les jours, à l'heure où elle sait voir apparaître à la grille du square les manteaux bleus des chers petits....Eux la connaissent bien, la gentille madame, et sitôt qu'ils arrivent, ils courent l'embrasser. Oh! ces baisers de ses enfants, l'étreinte de ces bras potelés, dans laquelle il lui semble retrouver un peu de lui-même.... Voilé bien ses yeux, sa fossette au bout du menton....Qui sait s'il ne lui en arrive pas quelques-unes, de ces caresses qui vont toutes à Lui?...

Elle est devenue leur amie, aux deux enfants, leur confidente, "madame maman," comme ils disent. associant leur tendresse et leur respect. Des images, des bonbons, elle leur apporte toujours quelque gourmandise. Et les petits ne se demandent qui est cette jolie dame inconnue qui les embrasse, qui les gâte, et qui les snit si longuement des yeux quand ils courent dans le jardin rouillé...

La fragilité des feuilles nouves vernit le square d'une joliesse de bibelot. Et c'est d'une gaieté délicate, cet éveil des clartés tièdes, avec encore des frissons sous les branches, des impressions frileuses qul affraichissent les premiers soleils.

Les alliées recommencent à s'emplir de menus pas, après ce si long hiver où les petits ont tant toussé...Et de nouveau, les larges rubans des nounous remuent sous les frondaisons frêles une lent epromenade multicolore.

Elle, sur son banc, s'est rassive.

Mais pourquoi ne viennent-ils plus, les petits manteaux bleus? Pourquoi eux seuls manquent-ils, quand les moineaux du square sont déjà tous revenus?

Une angoisse la poigne:

—Non ce n'est pas possible...

Et, chaque jour, elle épie la grille, anxieuse...

Une joie. Ce sont eux...

Tous les deux. Mais leurs chères petites mines s'endeuillent dans un manteau noir.

Ils marchent, très graves, comme saisis et effarés encore par le recueillement de la maison devenue triste tout a coup, le crépuscule des violets toujours poussées, les repas vite finis où l'on ne parle pas, et le choucher du soir où maman ne vient plus les embrasser, au lit. Et c'est très attendrissant et très drole de les voir s'en aller ainsi, se tenant la menotte, figés dans leur étonnement triste.

Elle va se lever. Mais à côté d'eux, elle aperçoit leur père, Lui. Il est tout en noir aussi, un large crêpe au chapeau.

Elle est donc partie, la jeune femme qu'il avait amenée de bien loin, et qui se penchait sur son bras, toute charmante...

Et pas la moindre jalousie ne lui resta contre la morte.

De loin, ils l'aperçoivent, mais ne courent pas vers ses baisers. La présence du papa, leurs costumes noirs dans lesquels ils ne savent plus courir les intimident, les immobilise dans une gêne inconsciente et gauche. Ils la montrent seulement du doigt à leur père, qui salue sans appro cher

Et quand ils sont passés, elle reste sur son banc, affaissée, avec un mauvais coup de froid au cœur. Une sensation d'abandon, de brusque solitude, l'étreinte toute l'alanguit en une lassitude, les bras tombés, avec cette jolie pose souffrante de femme triste. Une jalousie la prend contre la morte, qui a emporté tous les baisers de ses enfants, probablement aussi tous les siens, à Lui, tout le cœur de son être... Tantôt, en devinant le drame intime, elle n'avait vu que ce navrement de jeune mère regardant ses bébés pour la dernière fois. Sa sympathie de femme frèle et blonde était allée vers cette autre femme frêle et blonde, peu à peu penchée, duis emportée, en pleine tendresse, en plein bonheur. Et par des affinités mystérieuses de tempéraments identiques, elle lui avait donné toute sa pitié, à la disparue—son cœur avec suivi le cercueil enlinceule de roses et de lilas blancs.

Maintenant tout cela n'est plus. Elle ne pense qu'à la rivale, qui lui a vole l'aimé, à qui appartiennent les enfants qu'elle voudrait être siens, à l'autre, à la très détestée... Et sa volonté d'être bonne reste impuissante devaut cette impression malsaine qui trouble sa sérénité.

Peu à peu, les jours suivants, les petits revinrent vers elle. C'était comme un recommencement. D'abord les timidités des premiers jours, puis les familiarités croissantes, jùsqu'à la joie de l'amitié libre et complète. On eût dit que le drame, encore incompris, fixe seulement par les détails extérieurs, avait saisi leurs pauvres petites vies fragiles tellement, que c'était comme si elles se fussent gelées tout d'un coup dans le grand froid de la maison, et qu'il leur fallût à présent recommencer de naitre, dans l'éclosion nouvelle de leurs intelligences et de leurs tendresses.

Lui accompagnait tous les jours ses enfants au square, mais sans s'approcher jamais. Il saluait de loin, un coup de chapeau noir et triste...

Un après-midi, elle le vit entrer dans le jardin. Seul. Il parut chercher des yeux, et l'ayant aperçue, il s'approcha du banc où elle était assise. Elle feignit de continuer à lire, mais ses doigts tremblaient sur la page ouverte.

—Mademoiselle....

Il était devant elle, tout en noir, ce noir rigide des deuils récents. C'était la première fois qu'elle entendait sa belle voix grave.

—Je vous demande pardon, mademoiselle, de ce que je vais vous dire... Ce n'est guère conforme aux usages... Mais vous êtes au-dessus des conventions... Mes enfants m'ont si souvent parlé de vous... Ils vous aiment bien....

La voix baissait

—Vous savez qu'il n'y a plus de maman à la maison... Vonlez-vous remplacer celle qui est partie?...

Il lui tendait la main.

Elle ferma les yeux, engourdie par un bonheur étrange, qu'elle n'avait jamais soupçonné. Et elle restait surprise que cette immensité de joi qui lui paraissait venir de très loin, de pays inconnus, qui emplissait l'espace puis coulait en elle, remuant son être, délicieusement, pût tenir dans son cœur, pû elle se fondait dans une inconscience exquise.

Elle mit sa main dans celle du très aimé:

—Merci, dit elle... Vous êtes bon... Je suis heureuse de ce que vous venez de me dire...

Encore elle ferma les yeux.

—Mais, si vous le voulez bien, je serai votre amie, simplement. Et pour ses chers petits, je resterai madame maman... Cela sera mieux ainsi...

Car brusquement, au milieu de ta grande joie, elle s'était rappelé sa mauvaise pensée de l'autre jour, sa jalousie contre la disparue. Elle se dit qu'à vivre dans cette atmosphère où l'autre avait été chez elle, où flottait encore son parfum de blonde, à frôler à chaque minute ces objets où restait un peu de la morte dans un contact continu de leurs deux êtres, sa jalousie la reprendrait peut-être, qu'il y aurait des froissements, des énervements, une lutte avec cette existence impalpable contre laquelle elle se heurterait toujours—et que Lui non plus ne serait jamais sien tout entier, car aucune puissance, aucune tendresse ne pouvait empêcher l'autre d'avoir été, et qu'il ait aimée.

Elle pensa qn'il n'est pas possible de retourner en arrière, et de retrouver intact le passe. Ca ne se recommence pas, la vie....

Alors, comme le soir tombait, elle quitta le square, et s'en fut lentement—à pas de veuve, très lasse...

JANE MADELINE.

Un Record Nouveau Genre

On vient d'établir un record d'un nouveau genre dans une fabrique de chaussures aux Etats-Unis, qui emploie un personnel de 600 ouvriers. On a fait une paire de chaussures en 30 minutes, se décomposant ainsi:

Une minute et demie pour découper la peau, 8 minutes pour la coudre, 2½ minutes pour la mise en forme, 9½ minutes pour la semelle, enfin 8 minutes pour la pose des oeillets, lacets,—"le dernier coup de fion," comme l'on dit,—et l'empaquetage.

Il reste à savoir combien l'on met de temps à user de semblables bottines?

POUR RIRE

Nos bons domestiques.

Madame entre à l'improviste à l'office et surprend la cuisinière en train de boire du madère, à même la bouteille.

—Vraiment, Victoire, je suis étonnée.

Victoire, sans s'émouvoir outre mesure:

—Eh bien! qu'est-ce que je dirai, moi, qui croyais madame sortie!

—Ah! grand'mère, vous voulez vous rajeunir?

—Mais non, mon enfant, j'ai soixante-dix-neuf ans...

—Vous en avez quatre-vingts sonnés!

—C'est possible! je suis tellement sourde que je n'aurai pas entendu sonner le dernier!

DANS SA RACINE

Contre la prostration nerveuse, les PILULES DE LONGUE VIE DU CHIMISTE BONARD constituent un remède infallible. Elles rafraichissent, fortifient et purifient le sang, ce qui coupe le mal dans sa racine.

Une Histoire Extraordinaire

Un officier belge, dont, malheureusement, on ne donne pas le nom et qui vient d'arriver du haut Congo, en rapporte une extraordinaire histoire de pieuvre.

Cet octopode, appelé "miga" par les indigènes, se rencontre fréquemment dans le voisinage de la station des Amadi, sur les borde de l'Ouellé. Les migas se cachent dans les rochers de la rive et attaquent souvent les pirogues indigènes qu'elles chavirent facilement avec leurs tentacules.

"Elles saisissent alors un ou deux hommes et entraînent leur proie sous l'eau. J'ai été témoin d'un naufrage dû à ces animaux, dit l'officier. Un canot fit naufrage dans le fleuve, et l'un des trois hommes qui le montaient disparut. Les survivants nagèrent jusqu'à la rive et racontèrent qu'une "miga" avait renversé leur embarcation et emporté leur camarade.

"Le lendemain matin, vers neuf heures, on retrouva le corps qui flottait. Il ne portrait aucune blessure, mais les narines étaient extraordinairement gonflées. Nous découvrîmes que la cervelle avait été entièrement aspirée: il n'en restait rien."

Les indigènes de l'Ouellé redoutent beaucoup la "miga," tandis que ceux de l'Itunbiri ne la connaissent pas.

On voit qu'à l'aurore du vingtième siècle le serpent de mer a suivi la marche du progrès universel. Il a aujourd'hui huit tentacules et supporte l'eau douce.

Le Panaris

Le panaris est l'inflammation des parties molles du doigt. Il y a des panaris profonds et des panaris superficiels. La cause du panaris est toujours une petite plaie infectée, soit qu'elle résulte d'une piqûre par une aiguille, une arête de poisson, un clou, etc.

Toutes les ouvertures de la peau non pansées et exposées au contact des poussières et des malpropretés, peuvent devenir le point de départ d'un panaris.

Cette petite maladie est horriblement douloureuse quand son siège est profond. Aussi faut-il la soigner sérieusement dès le début.

Quand un doigt commence à rougir et à devenir douloureux, il faut toutes les deux heures le tremper dans un bain d'eau bouillie chaude, aussi chaude qu'on pourra la supporter. Ce bain durera dix minutes, et au fur et à mesure que l'eau se refroidira, on en ajoutera de la nouvelle chaude.

Ce moyen réussit souvent à faire avorter un panaris; mais s'il échoue, si les douleurs augmentent, n'attendez pas que le panaris soit "mur;" vous risquez à ce jeu la perte de l'os puis du doigt, de la phalangette. Allez chez le medecin et faites inciser. Ne craignez pas la douleur de l'incision; car aussitôt faite, celle-ci supprimera les douleurs autrement fortes que le panaris vous ferait éprouver jour et nuit.

Mais, me direz-vous, avez-vous un moyen pour éviter le panaris? Cela vaudrait encore mieux que de le guérir, assurément. Pansez alors proprement toutes les petites plaies que vous vous ferez aux doigts, lavez-les à l'alcool camphré, à l'eau phéniquée recouvrez-les d'un pansement propre et vous aurez toutes les chances de ne pas faire connaissance avec les douleurs du panaris.

LA MONTRE ET SON RESSORT

Tous les organes essentiels de la vie dépendant directement de la qualité du sang, comme la montre dépend de son ressort. LES PILULES DE LONGUE VIE DU CHIMISTE BONARD purifieut le sang, lui rendent sa force épuisée par l'anémie, les hémorragies ou autre causes.

L'Echo de Manitoba

Jeudi, 20 Septembre 1900.

M. D'HELLENCOURT,
Rédacteur et directeur.

Boite 1309, Winnipeg, Man.

Que va-il faire dans cette galere

Sous le titre de "The Political outlook", la Northwest Review de la semaine dernière, nous sert un plaidoyer politique en faveur de M. H. J. Macdonald et du parti conservateur, tel que le tory le plus fanatiquement partisan ne saurait rien y ajouter.

Le rédacteur de la Review, a tant de fois dejà protesté de sa complète indépendance en matière de politique, que nous devons, quelque flagranté que puis se paraitre la contradiction entre ses écrits et ses déclarations, ajouter foi à ses solennelles protestations, ne serait-ce que par égard pour son caractère sacré.

Mais nous avons bien le droit de rechercher, quelle peut alors être la cause d'une si apparente partisannerie; car les assertions aussi fausses qu'hétéroclites dont est émaillé l'article de la North-West Review sont hors de bon sens; l'article lui-même n'a nulle raison d'être, si l'on se place au seul point de vue des intérêts religieux, ce qui devrait être la direction unique de cette feuille religieuse.

Nous ne voyons qu'une seule explication plausible à l'apparente partisannerie qui se dégage de cet article pour le moins intempestif; c'est que le Rév. M Cherrier, s'il est sincère, est superlativement ignorant des choses de la politique.

Nous ne saurions faire un crime à M. l'abbé Cherrier de cette ignorance, nous serions plutôt tenté de l'en féliciter.

Nous comprenons fort bien que ses études se soient portées de préférence vers des sujets plus attrayants et plus conformes aux devoirs de son ministère.

Mais, quelle besoin a-t-il donc de venir embarquer dans cette galère? Quel mauvais vent l'y pousse?

S'il eut été mieux renseigné des choses de la politique, le bon abbé Cherrier, aurait su, que le héros chéri, enfanté par son imagination, était une fantasmagerie, et que son cher H. J Macdonald ne méritait nullement les lauriers dont il le couronne.

Comment le bon M. Cherrier, si intransigeant sur les questions de principes à l'ordinaire, peut-il concilier son admiration laudative pour H. J. Macdonald, avec la conduite de cet homme; véritable fromage mou de la politique que chacun a pétri tour à tour à son gré?

Pour, un jour; contre, le lendemain, sans que pour cela son opinion quelqu'elle fut, ait jamais été suivie de conséquences pratiques, de résultats quelconques; voilà qu'elle a été l'attitude de H. J. Macdonald dans la question des écoles.........

Quelles superbes, et pompeuses invectives jailliraient en gerbe, de la plume de l'intransigeant M. Cherrier, l'homme aux convictions inflexibles, si jamais un libéral, s'exprimait comme M. H. J. Macdonald l'a fait à Minnedosa le 25 juillet 1899? et osait déclarer cyniquement: "qu'il met ses convictions dans sa poche, parce qu'il a peur qu'elles ne soient pas populaires?"

Evidemment la bonne foi de l'impartial M. Cherrier a été surprise, sans quoi au lieu de célébrer les gloires de M. H. J. Macdonald, il aurait fustigé comme il convient le pantin politique assez éhonté pour avouer ainsi sa lâcheté.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que M. Cherrier à la mémoire courte, car il nous souvient que lui même en automne dernier exprimait sa méfiance de M, H. J. Macdonald.

A dire vrai, c'était faire preuve d'une charité peu commune que de parler seulement de méfiance en présence du programme de M. H. J. Macdonald et de son parti.

Quand M. Macdonald lui-même déclarait considérer la question des écoles comme une "dead issue."

Qui donc a pu ainsi changer en enthousiasme débordant, la méfiance de M. Cherrier à l'égard de H. J. Macdonald.

Serait-ce son refus absolu de faire quoique ce soit pour venir en aide aux catholiques de Winnipeg?

Etrange vraiment! Insondable mystère!

M. Cherrier est trop détaché des choses de la terre, sa modestie est trop connue, pour qu'il soit permis de soupçonner, que sa nomination comme membre de l'Advisory Board, ait pu influencer en quoique ce soit, son impartiale appréciation des choses et des hommes!

Vraiment nous cherchons en vain sur quelle toile d'araignée le Rév. M. Cherrier a pu bâtir ses châteaux en Espagne, châteaux consacrés à la gloire de H. J. Macdonald?

Quel mirage trompeur a pu ainsi abuser le savant M. Cherrier? Quel puissant motif a pu le décider a embarquer dans la galère politique, sans que rien ne semble justifier pareil lyrisme!

Tristes Constatations.

La North-West Review du 12 septembre consacre une colonne entière à l'exposé détaillé, d'injustices vraiment révoltantes, dont plusieurs étudiants de langue française auraient été les victimes de la part de certains docteurs du collège médical de Manitoba, et d'un certain dentiste membre de l'association dentale.

Avant de porter des accusations aussi graves, exprimées d'ailleurs en termes fort énergiques, l'auteur a, sans nul doute, tenu à s'entourer de toutes les preuves, et nous acceptons ses accusations comme bien fondées.

C'est là une triste révélation dont seront les premiers à rougir, nombre d'anglais amis de la justice et de l'impartialité.

Nous savons faire la différence entre le petit groupe des malveillants, dont le fanatisme s'ébullitionne au contact de tout ce qui est français et catholique, et le reste de nos compatriotes anglais, respectueux des droits de chacun, les derniers sont en majorité.

Mais il nous semble bien que le groupe des malveillants a déclaré une guerre sans merci à l'élément français, et cette guerre nous parait tout particulièrement dirigé contre le collège de St. Boniface et ses élèves.

Les faits relatés par la North-West Review ne sont qu'un des nombreux incidents de cette guerre au couteau.

C'est à n'en pas douter le même esprit qui a fait cette année supprimer la médaille de rhétorique, pour soustraire ce trophé à St. Boniface qui chaque année le remportait.

C'est le même esprit qui dorénavant fait supprimer sur le palmarès la mention du collège auquel appartient chaque lauréat.

N'est-ce point une avantage bien légitime que la part de gloire qui réjaillit sur le collège dont les élèves ont remporté le plus grand nombre de récompenses?

Il nous semble qu'on ne tend à rien moins qu'à exclure le collège de St. Boniface de l'université; on obligera les gradués de St. Boniface à faire un ou deux ans de cours à Winnipeg avant de pouvoir recevoir leurs diplômes de l'université.

Nous souhaitons sincérement nous tromper, mais il serait bon d'aviser pour déjouer les complots des méchants, et arrêter le torrent dont les flots grondent autour de nous.

Une repudiation sans valeur

Les chefs conservateur ont une fâcheuse propention à abuser des répudiations; ils pourraient comme certains magasin afficher:

"Ici on rend l'argent, quand l'objet a cessé de plaire."

Mais personne ne saurait se laisser prendre à l'appat grossier de ces répudiations intéressées.

Sir Chs Tupper a répudié le pamphlet No. 6 à Toronto, mais il s'est bien gardé de renouveler cette répudiation à Montréal la semaine dernière, et l'organe officiel français de son parti continue à paraphaser le No. 6.

De même pour H. J. Macdonald, à Montréal il a désavoué l'autre jour les honteux articles écrits au lendemain de Bagot par le Morning Telegram l'organe officiel du parti conservateur.

Mais il s'est bien gardé de répéter cette répudiation devant les conservateurs d'Ontario, où le promène Sir Ch. Tupper.

D'ailleurs la répudiation de M. H. J. Macdonald, n'avait d'autre but que de détruire l'effet produit parmi la population française de Montréal par la reproduction de ces articles déjà vieux.

Deux ans se sont écoulés et jamais M. H. J. Macdonald n'avait jugé à propos de faire connaître ce désaveu de son propre organe.

C'est quand l'effet a été atteint, et qu'il n'y a plus que des inconvénients a en retirer qu'il vient, faire le patelin et cherche à conjurer le danger dont cette reminiscence menace son parti.

Mais cette répudiation ellemême, cette tentative de rejetter tout le blâme sur le dos d'un rédacteur interprête fidèle de la politique conservatrice, n'est pas pour faire honneur à M. H. J. Macdonald.

M. Macdonald n'est décidément pas homme à endosser ses propres responsabilités.

L'article du Telegram est l'exacte reproduction des sentiments exprimés par M. H. J. Macdonald lui-même. La preuve est facile à faire

"Un premier Canadien-français, écrivait le Telegram du 23 Décembre 1898, signifie, cela est évident, que le reste du Dominion sera dépouillé pour le bénéfice de Québec."

Or le 5 Mai 1899 M. Hugh John Macdonald lui-même déclarait à Portage la Prairie:

"Le Canada est administré au profit exclusif de Québec."

N'est-ce point la répétition exacte de ce qu'écrivait le Telegram! M. H. J. Macdonald va-t-il répudier ses propres paroles de Portage la Prairie?

Depuis deux ans le Morning Telegram a continué sous une forme ou sous une autre, mais avec une constance remarquable ses appels au fanatisme de race et de religion.

Les articles de Décembre 1898, ne sont pas une exception; mille autres parus depuis, et que M. H. J. Macdonald ne songe guère à désavouer. procédent directement du même esprit, qui est bien, malgré toutes les répudiations intéressées de M. Macdonald, l'esprit dirigeant du parti conservateur au Manitoba, et nous l'avons prouvé, l'esprit même de M. Macdonald.

M. Macdonald a profité directement de cette littérature du Telegram c'est à elle en grande partie qu'il doit son élection, et il joue un rôle peu honorable, lorsqu'il veut aujourd'hui la désavouer après s'en être servi.

Les Vessies Conservatrices.

S'il faut en juger par les comptes rendus publics dans la presse conservatrice, les discours de Sir Ch. Tupper et de H. J. Macdonald ont été d'une faiblesse extravagante.

Le vieux baronnet s'est contenté de répéter avec une obstination, qui est bien de son âge, que les libéraux ne savaient pas gouverner, qu'ils étaient incapables d'administrer le pays!

Il faut avoir une foi robuste pour oser raconter de semblables inepties en face d'électeurs à même de se renseigner; et surtout il faut être bien à court d'arguments valables.

Il n'y a pas besoin de long discours pour ridiculiser de pareilles balivernes.

Trois chiffres suffiront:

Les recettes de cette année ont été de...	$51,000,783
Les dépenses ordinaires ont été de...	42,976,051
Le surplus est donc de	$ 8,024,731

Enfin la dette publique a été réduite de $771,828.

Les conservateurs sont incapables de montrer, pendant leur 18 années d'administration, un seul surplus semblable!

Sir Ch. Tupper, vous auriez grand besoin d'aller prendre des leçons d'administration des chefs libéraux!

A l'école les conservateurs!

Toujours la Meme Tactique.

"Un ministre de la couronne, dans une colonie anglaise, ne doit pas se lever dans un pays étranger pour déclarer qu'il devient d'année en année plus français que jamais, et que si sa qualité de ministre était un obstacle à ces sentiments, il préférerait résigner."

Ce sont les propres paroles de M. H. J. Macdonald, à Napanee, le 13 septembre, telles que rapportées par son organe, le Morning Telegram, de Winnipeg.

M. H. J. Macdonald s'est bien gardé à Montréal, de faire allusion aux discours de M. Tarte; il a réservé cette appréciation pour Napanee dans le but évident de chauffer les susceptibilités de certains jingoes.

C'est exactement la même tactique que celle du Morning Telegram; et toutes les répudiations du monde ne changeront rien à de si évidentes constatations.

Le noble langage de M. Tarte, déclarant fièrement qu'il aimerait mieux renoncer à son portefeuille plutôt que de répudier son origine et de cacher ses sentiments français, ne pouvait guère être apprécié de M. H. J. Macdonald, l'homme qui, suivant ses propres déclarations de Minnedosa, "préfère mettre ses convictions dans sa poche plutôt que de risquer d'être impopulaire."

La réponse à cette honteuse tactique ne s'est point fait attendre. Le 15 le Witness de Montréal publiait la lettre suivante de l'hon. J. Israel Tarte:

"Monsieur—Je vois que l'hon. H. John Macdonald m'accuse d'avoir prononcé des discours déloyaux en France. Faites lui savoir que je serais le plus heureux du monde de le rencontrer devant une assemblée à Ontario pour lui prouver combien ses accusations sont sans raisons d'être. J'ai répété en France ce que j'ai dit et répété à la chambre des communes Je regrette de voir M. H. J. Macdonald essayer de soulever les races l'une contre. Pourquoi n'a-t-il pas porté les mêmes accusations contre moi dans Québec qu'il porte aujourd'hui dans Ontario?"

Nous verrons si H. J. Macdonald acceptera le défi!

Dans Lisgar

Ca n'a pas l'air de marcher tout seul dans le camp conservateur à Lisgar.

La convention de la semaine dernière à Morden, n'a pu arriver à aucune conclusion.

L'organisateur conservateur, M Hasting, aidé par Monsieur Rodgers, M. P. P., aurait voulu faire adopter la candidature de M. Richardson et empêcher la nomination d'un candidat conservateur.

Ils ont mis en avant, les promesses formelles faites par M. H. J. Macdonald et ses amis lors des dernières élections provinciales, de supporter M. Richardson dans Lisgar en échange de l'aide qu'il s'engageait à donner au parti conservateur provincial.

Mais les conservateurs honnêtes de Lisgar, paraissent se soucier fort peu, de supporter un homme qui se livre à de pareilles manœuvres envers le parti sous la bannière duquel il affecte de combattre; les traitres ont en général fort peu l'estime des honnêtes gens.

La révolte des conservateurs de Morden est un camouflet à M. Richardson, elle devrait lui faire comprendre qu'il n'y a pas de place pour lui dans Lisgar.

Il aura contre lui tous les gens qui avant toute autre chose se estiment dans un homme, la franchise et la droiture; c'est dire qu'il sera irrémédiablement battu.

Les partis politiques et la question des Ecoles

(Suite)

La Situation en 1888

Avant d'aborder l'étude des faits postérieurs, avant d'arriver au vote des lois de 1890, il est nécessaire si l'on veut porter une appréciation impartiale et digérée, d'examiner avec quelques détails la situation politique du Manitoba en janvier 1888, et plus particulièrement celle de la minorité.

Le 24 Décembre 1887, l'hon Norquay résignait ses fonctions de premier ministre et l'hon. Harrison, le remplaçait à la téte du ministère.

Un changement complet de ministère se produisait en même temps. M. A. A. C. LaRivière, représentant de la minorité, abandonnait son portefeuille de Trésorier Provincial, et M. Burke lui succédait dans le cabinet, comme représentant de la minorité, avec le titre de Secrétaire Provincial.

Ce changement de ministère avait été provoqué ostensiblement par la question connue, sous le nom de "Désaveu," ayant trait aux difficultés soulevées par le monopole dont se prévalait le C. P. R., monopole dont le gouvernement fédéral à Ottawa s'était fait le defenseur.

Mais d'autres causes ne contribuèrent non moins sérieusement à provoquer la crise de 1887, et parmi ces causes nous citerons; la transaction louche des actions du chemin de fer de la Baie d'Hudson, les sommes considérables dépensées pour l'impression française des documents parlementaires. Deux questions dans lesquelles M. A. A. C. LaRivière jouait un rôle prédominant, mais peu enviable.

La politique de parti. nous l'avons dit déjà, avait été introduite au Manitoba de façon définitive aux élections de 1883, et chose à noter, le parti français parait avoir favorisé cette introduction.

Dès le 10 Juillet 1879, le METIS l'organe de M. Jos Royal écrivait:

"Le *Times* organe du parti conservateur ne veut pas pour le moment de l'intro-"duction des partis canadiens dans la politique locale; savez-vous pourquoi? Tout "simplement parceque l'opposition ne se composerait que de grits anglais, et que le "*parti français étant conservateur*, s'unirait aussitôt avec une fraction anglaise des "membres de la Chambre."

Le 12 Juillet, le METIS revenait à la charge, et développait sa pensée en ces termes.

"Savez-vous pourquoi, le *Times* journal soi-disant conservateur, ne veut enten-"dre parler ni de torys, ni de grits, dans la politique locale?"

"Pour les deux raisons que voici:"

"1o. Parceque la population de langue française de Manitoba, étant presqu'ex-"clusivement conservatrice, pourrait alors réclamer et obtenir sa part légitime d'in-"fluence dans le gouvernement des affaires du pays par son alliance toute naturelle "avec le parti conservateur anglais.

"2o. Parceque le parti anglais qui seul gouverne aujourd'hui, à l'exclusion sys-"tématique du parti français se diviserait en Torys et en Grits et que l'opposition ne "se recruterait probablement que parmi ces derniers, c'est-à-dire, MM. Brown, "Biggs, Sifton, et les amis de M. Nixon, tous, chers au cœur conservateur du *Times*."

Cet exposé des vues que professaient les chefs du parti français d'alors, à une importance majeure; il nous fait toucher du doigt, les raisons initiales de la déplorable erreur commise par le parti français, erreur qui fut: de prétendre inféoder le parti français au parti conservateur.

Hélas, ce n'est pas seulement au Manitoba, que cette déplorable erreur fut commise; cette prétention de vouloir lier irrévocablement le sort de l'élément français à celui du parti conservateur, fût aussi, la source première des convulsions qui agitèrent, qui agitent encore le parti français dans la Province de Québec comme au Manitoba.

Le salut de l'élement français, de la minorité, ne pouvait et ne peut encore être assuré qu'à condition de conserver une indépendance absolue des partis politiques.

Inféoder le parti français à tel ou tel parti, c'est forcément le désigner à l'hostilité agressive du parti adverse, et nous verrons que telle est en définitive l'une des causes premières de toutes nos difficultés.

C'était non seulement une erreur déplorable une maladresse insigne, que de vouloir ligotter ainsi la minorité, mais c'était encore un aveuglement incompréhensible, de la part de MM. Royal et LaRivière, qui avaient sous les yeux le spectacle le mieux fait, pour les mettre sur leurs gardes, celui de Norquay.

Ne surent-ils pas comprendre les véritable raisons d'intérêt qui amenèrent, Norquay à récipiscence, ou, leur partisannerie, doublée de l'intérêt personnel leur boucha-t-elle les yeux, nous préferons leur laisser le bénéfice du doute, mais de toutes façons, la responsabilité de l'erreur commise par eux, en prétendant confondre à tout jamais et lier indissolublement l'avenir de la minorité à la fortune du parti conservateur, cette responsabilité, disons nous, reste entière sur les chefs conservateurs français d'alors.

Le rôle du parti français aurait dû être uniquement guidé par son intérêt, il aurait du se borner à celui d'une neutralité politique absolue, à une sorte d'opportunisme, consistant à accorder le support de ses votes, à tout gouvernement au pouvoir, quelqu'il fut, tant qu'il se montrait respectueux des droits de la minorité.

De cette façon tout gouvernement, qu'il fut conservateur, ou qu'il fût libéral, eut été intéressé à ménager la minorité, dont il lui coutait peu de s'assurer l'appuit, puisqu'il suffisait pour lui de respecter la constitution

En résumé l'introduction des lignes de parti dans la politique provinciale, pouvait et de fait, a été utile au parti français, mais à condition de n'inféoder la minorité à aucun parti politique.

En réalité, jusqu'en 1888, date de l'arrivée au pouvoir du parti libéral dans le Manitoba, les inconvénients de l'erreur commise ne furent point sensibles, au moins en apparence; le gouvernement conservateur alors au pouvoir n'ayant qu'à se féliciter de la béate dévotion dont l'honorait la minorité.

Le danger de cette inféodation commençait, le jour où le parti libéral prenait les reines du pouvoir, car le nouveau gouvernement. mis sur ses gardes par tant de déclarations non équivoques, et se croyant en droit de considérer la minorité comme indissolublement liée au parti conservateur, sans espoir possible de gagner son support, devait forcément être amené à lutter de tout son pouvoir, pour réduire et annihiler la parti français.

La situation créee à la minorité est d'autant plus regrettable qu'en réalité les prétentions des chefs conservateurs étaient en contradiction directe avec les principes adoptées jusqu'alors.

Tant que dura le gouvernement conservateur, ce fût une règle admise et respectée au sein de la minorité et scrupuleusement observé par les nouveaux arrivants, qu'au Manitoba, les canadiens-français devaient faire abstraction de leurs opinions politiques et devaient s'unir pour ne former qu'un seul parti.

Il convient de noter ici, avec quelle abnégation et quel patriotisme, les libéraux, se plièrent à cette exigence nationale.

Aux élections de 1886, six députés français avaient été élus, MM. Roger Marion, Thomas Gelly, J. E. P. Prendergast, A. F. Martin, A. A. C. LaRivière et Jos. Burke.

Trois de ces députés, MM. Th. Gelley, J. E. P. Prendergast A. F. Martin, étaient des libéraux, cependant, durant toute la session ils appuyèrent le gouvernement Norquay-LaRivière, dans la lutte acharnée, et d'ailleurs souvent justifiée, que lui fit l'opposition libérale déjà puissante.

Il y a plus, en Décembre 1887, lorsqu'il s'agit de choisir un remplaçant à M. LaRivière, Monsieur J. E. P. Prendergast, à qui fut offert le portefeuille, refusa de l'accepter, et supporta lui-même la nomination de M. Burke.

Le MANITOBA du 29 Novembre 1887 l'affirme d'une façon péremptoire.

Or ce même MANITOBA organe de M. A. A. C. LaRivière commançait déjà une odieuse campagne contre les hommes politiques du parti français qui osaient ne point endosser les bévues de M. A A. C. LaRivière.

Monsieur Ernest Cyr, était appelé "Sir Ernest;" Monsieur Arthur Levêque était désigné sous le titre de "Sa Grandeur L'Evêque Luc, Jean Arthur;" Monsieur Joseph Lecomte, sous le vocable de "le comte Joseph."

Ces quelque citations suffisent à faire juger l'esprit qui inspirait les polémiques du MANITOBA contre des hommes dont le seul tort était d'oser proclamer la nécessité pour la minorité de se dégager des attaches par trop exclusives avec le parti conservateur, forgées par M. LaRivière et autres.

A dater de la chute de Monsieur A. A. C. LaRivière, la division entre dans les rangs de la minorité, et la cause de cette division est le refus obstiné des chefs conservateur français, d'accepter la règle de conduite à laquelle s'étaient soumis les libéraux au cours des années précédentes.

Bien plus, les chef conservateurs français, si malheureusement compromis, avaient double raison pour s'effacer s'ils avaient eu le moindre souci des intérêts de la minorité.

Leur égoïsme, leur partisannerie politique, leur rancune ne désarmeront plus; pendant 22 ans, ils continueront l'agitation, ils sèmeront la dissension.

Entêtés, irréductibles, ils continueront sous le couvert de la religion ou de la langue française, à assoucir leurs rancunes; maîtres du seul organe français de l'ouest, ils poursuivront contre tous les libéraux une inqualifiable campagne de diffamation, de malveillance; ils travestiront les faits historiques; ils s'efforceront surtout et avant tout à faire naître dans le peuple cette conviction qui soit si bien leurs intérêtset remplace si heureusement des arguments difficiles à faire accepter: que le parti conservateur est l'ami dévoué des Canadiens-français, et que les libéraux sont toujours et quoiqu'il arrive leurs ennemis jurés.

Bien que ce soit empiéter sur les évènements, il est préférable d'elucider de suite cette question, pour n'y plus revenir.

Nous citerons pour appuyer notre appréciation du rôle du MANITOBA, la propre appréciation de Monseigneur Taché, dans sa lettre publique en date du 3 octobre 1892, adressée au journal de M. A. A. C. LaRivière.

Le MANITOBA avait écrit:

"Le journal sans la direction éclairée de la hiérarchie . . . . jamais n'a "failli à son devoir, toujours il fut fidèle à sa tâche."

Et plus loin :

"Nous n'avons pas crainte d'errer, notre ligne de conduite étant tracée par l'au-"torité aux prescriptions de laquelle nous tiendrons toujours à cœur de nous con-"former."

Mgr. Taché après avoir protesté contre le rôle que le MANITOBA voulait ainsi faire jouer à la hiérarchie, apprécie en ces termes la conduite du MANITOBA.

"Maintes autres fois, au contraires, loin de s'inspirer de mes pensées, et de se "conformer à mes désirs. on a écrit en opposition directe à mes propres convictions. "Dans des articles éditoriaux, des entrefilets, des correspondances, on a dit des "choses que j'ai beaucoup regrettées, comme on a gardé le silence lorsque j'aurais "tant aimé qu'on parlat ; on a *répetissé la grande sphère des intérêts religieux et pa-"triotiqu s*, dans lesquels votre journal se félicite de se mouvoir, aux *étroites propo-"tions d'intérêts individuels et d'antipathies personnelles* trop souvent rendues mani-"festes par des accusations et insinuations regrettables....... ....

"Si malheureusement le MANITOBA a vu des jours de décadence éditoriale bien "marquée, c'est que la cause indiquée plus haut a éloigné des collaborateurs précieux "qui comme moi, regrettaient de voir l'organe naturel de notre population s'écarter "du but de sa fondation, du motif le plus noble de son existence; *semer et entrete-"nir parmi nous des divisions aussi dangereuses que regrettables.*"

Nous avons tenu à montrer le rôle si vraiment regrettable, si contraire aux intérêrs de la minorité, tenu par l'organe de M. A. A. C. LaRivière, non point par animosité, mais bien parceque l'attitude de ce journal, sa partisannerie aveugle, ont malheureusement contribué beaucoup à entretenir et à envenimer les malheureuses dissensions politiques, qui aujourd'hui encore paralysent l'action de la minorité, et dont le contre coup s'est repercuté dans la politique fédérale.

Nous avons voulu, par cet exposé de faits indiscutables, combattre les préventions odieuses et néfaste, inventées par le MANITOBA; montrer aux gens de bonne foi qu'ils ont été trop longtemps les dupes d'égoismes féroces, dissimulés sous le couvert des plus nobles sentiments.

Nous avons tout lieu d'espérer, faire tomber les taies qui couvrent certains yeux, de faire disparaître les préventions injustifiées, de réussir en un mot à rétablir la bonne entente nécessaire pour assurer l'avenir de la minorité.

Quelqu'intime que soit la corrélation qui innubitablement existe entre les erreurs de M. A. A. C. LaRivière pendant son ministère. et les débuts du mouvement de 1890, bien que ces erreurs aient servi de prétexte à nos adversaires pour travailler et soulever l'opinion publique anglaise dans la province, nous laisserons dans l'ombre ce côté de la question, qui nous entrainerait à des personnalités que nous voulons éviter.

Mais nous tenons à dire combien néfaste a été le rôle joué par M. LaRivière comme représentant de la minorité, aussi bien que comme directeur du MANITOBA.

Il a été le brandon de discorde, l'agitateur constant, et seule l'ignorance dans laquelle en ont été soigneusement ont tenues nos populations françaises à l'égard des faits, peut expliquer le support qu'elles lui ont accordé dans Provencher.

Si le rôle véritable de M A. A. C. LaRivière avait été mieux connu, les bulletins de votes se serait transformés en pierres pour le chasser à jamais de la scène politique et du comté de Provencher.

Fort heureusement, au Manitoba, au moins parmi les gens les plus éclairés, la vérité a fini par se faire jour, et l'on apprécie à sa véritable valeur le rôle égoiste et si anti-national, joué par M. A. A. C. LaRivière et ceux qui l'entourent.

Espérons que cette opinion de la classe dirigeante aura le salutaire effet de supprimer un des éléments de discorde les plus dangereux; la disparition de M. A. A. C. LaRivière de la scène politique est la condition nécessaire et première à toute union possible au sein de la minorité.

Qu'on nous pardonne ces incidences, elles sont trop intimement liées à l'histoire de la minorité, elles ont joué un rôle trop important pour nous permettre de les passer sous silence.

Elles nous amènent, d'ailleurs, tout naturellement à parler de l'élection de St. François-Xavier en janvier, 1888, élection désormais historique, non-seulement par suite des résultats politiques qui en découlèrent, mais aussi et surtout en raison de l'attitude prise à cetté occasion par le parti libéral, et par M. Burke.

Nous ne saurions mieux faire pour nous renseigner sur les circonstances de cette élection que de citer l'opinion de M. J. Fisher, un homme qui a pris une part active dans cette élection.

Ce recit est cité par Mgr. Taché dans son livre: "Une page d'histoire des écoles du Manitoba" (pages 62, 63, 64), et le vénéré prélat accorde visiblement toute créance au récit de M. J. Fisher.

Rappelons d'ailleurs que M. J. Fisher a été le seul député anglais qui ait soutenu la minorité dans sa lutte contre la loi de 1890.

Extrait du discours de M. Fisher le 2 mars 1893 à l'Assemblée Législative.

"Le Docteur Harrison était alors premier ministre de la Province, et il choisit "comme Secrètaire Provincial, M. Jeseph Burke, qui est un Canadien-Français, "quoique son nom soit Irlandais. Il demeurait au milieu des sins. dans le district de "St. François-Xavier, et avait été élu par acclamation en 1886, comme membre de la "Chambre. En acceptant cette position, il retourna dans son comté pour être réélu. "Nous décidâmes de lui faire opposition, quoique, pour ma part, je crus que cela "était inutile. M. F. H. Francis, un Presbytérien de langue Anglaise, et gendre de "feu le Rev. Docteur Black, le grand pionnier missionnaire Presbytérien de ce pays, "fut choisi pour opposant à Monsieur Burke dans ce District Français, Il ne lui "était pas possible de ce faire élire, à moins d'avoir une grande partie des votes de la "population Française. Sans cela, je le repète, son élection eût été une impossibilité "absolue. Maintenant je déclare, d'après les renseignements et d'après ma conviction, que M. Francis, lorsqu'il fut consulté par les chefs du Parti Libéral et prié "d'accepter la candidature, a dit qu'il refuserait, a moins qu'il ne fut autorisé à "promettre à ses électeurs que si les Libéraux venaient au pouvoir, ils ne se mêleraient en rien des institutions Françaises, de leur langue ou de leurs lois d'écoles. "J'ai su qu il fut autorisé à faire cette promesse, qu'il alla devant ses electeurs et la "leur exprima. Je n'ai pas su par moi-même, mais j'ai su par les rapports des "journaux, et par des informations apportées aux Liberaux de Winnipeg, que de "forts discours furent faits par M. Burke et ses amis pendant la lutte, demandant "aux Metis et aux Canadiens-Français de voter contre le candidat Libéral, disant "que les Libéraux passeraient probablement des lois contraires à leurs institutions. "Il fut dit: "Allez vous mettre au pouvoir, des hommes, qui, lorsqu'ils y seront, "vous priveront de vos écoles et de votre langue?" Pour cette raison on en appela "aux électeurs pour voter contre M, Francis. Ceci devint pratiquement la question "prédominante de la compagne, et la lutte fut acharnée. Si les Libéraux gagnaient, "il était évident, en vue des pertes subies par le Gouvernement, que celui-ci devrait "résigner. Le succès du candidat Liberal voulait donc dire que le parti serait de suite "au pouvoir; tandis que l'élection de M. Burke aurait assuré là continuation des "Libéraux dans l'opposition jusqu'à ce jour. Il devint, par conséquent, nécessaire "aux chefs du parti, de faire face à cet appel au sentiment religieux et national des "électeurs Français et Metis; la promesse donnée par M. Francis paraissait insuffisante à les satisfaire. Maintenant les Libéraux avaient un plan défini et leurs vues "étaient bien comprises. Personnellement je connaissais notre but. Nul, peut-"être, si ce n'est nous, Monsieur Greenway et Monsieur Martin, n'était dans une "meilleure position de connaitre parfaitement notre attitude dans ces questions. Il "n'y avait aucun doute sur cette attitude. Nous dénoncions les abus du Gouverne-"ment Norquay au sujet des imprimés en langue Française, la grande somme d'ar-"gent dépensée, et les Lidéraux étaient déterminés, si leur parti venait au pouvoir, "de mettre de côté ces abus; mais l'idée de combattre des droits garantis, ou sup-"posés être garantis par la Constitution, n'avait jamais été suggérée. Au contraire, "les chefs Libéraux avaient toujours dit en public que ces institutions étaient pro-"tégées et que notre remède n'était que pour les abus et non pour l'abolition de ces "institutions. On promettait que les dépenses occasionnées par l'usage de la langue "Française seraient diminuées et l'octroi pour l'éducation augmenté. Personne "n'avait demandé ou suggèré de faire un pas de plus. Lorsque la question au sujet "du parti Libéral devint si proéminente et urgente dans St.-Francois Xavier, j'ai "été consulté, ainsi que d'autres, à ce sujet, et on demanda M. Martin (l'Hon. "Joseph) pour aider le candidat. On m'a rapporté qu'il est allé à une assemblée et "qu'il fit des promesses qui, selon moi, étaient ce qu'il devait faire. Je suis allé moi-"même avec lui, à une seconde assemblée, Les mêmes accusation furent faits par M. Bur-"ke à ses compatriotes et à ses co religionaires pour vaincre Monsieur Francis à cause "de cela. Monsieur Martin, dans un puissant discours, dénonça comme fausses les "assertions de Monsieur Burke et de ses amis. Il dit à l'assemblée que l'intention "des Libéraux n'avait jamais été de combattre la langue ou les institutions des "Catholiques Français, et il fit appel à leur confiance, leur demandant de supporter "le candidat libéral. J'étais alors Président de l'Association Provinciale des Libé-"raux et Monsieur Martin fit allusion à ma présence à l'assemblée et dit que s'il se "trompait je pouvais les en informer. Il alla plus loin, et ne dit pas seulement que "les Libéraux n'avaient aucune intention hostile contre ces institutions, mais il fit "une promesse positive, au nom du Parti Libéral, disant que les Libéraux ne les "tromperaient pas. J'ai toujours cru que le mouvement pour établir la présente loi "des écoles, et pour abolir toutes les écoles Catholiques, malgre les protestations de "la minorité, était dans les circonstances et en face de cette promesse, une faute "grave. Personnellement je n'ai fait aucune promesse, mais je me suis cru lié par "cette promesse, aussi bien que si je l'avais faite moi-même."

Ce discours de M. J. Fisher nous prouve donc.

1o. Que M. J. Burke fit ses élections en accusant les libéraux de vouloir supprimer la langue et les écoles de la minorité s'ils arrivaient au pouvoir.

2o. Que à cette époque, ni M. Greenway, ni M. Martin, ni M. J. Fisher, président de l'association libérale n'avaient en vue un tel programme.

3o. Que M. Martin au nom du parti libéral fit des promesses franches aux électeurs de Woodlands.

4o. Que le gouvernement Greenway a trahi ses promesses de 1888 en passant ses lois de 1890

Ce n'est pas la première fois que l'on cite ce discours de M. J. Fisher, mais règle générale, quand les journaux conservateurs l'on fait, ils ont toujours eu grand soin de supprimer les partis ayant trait aux articles 1 et 2.

Ils n'ont jamais demandé au témoignagne de M. J, Fisher que l'affirmation des promesses de M. J. Martin, et l'appréciation fort juste d'ailleurs, qu'en honnête homme, M. Fisher porte contre le gouvernement Greenway coupable de trahison envers la minorité.

Nous acceptons pour notre part les affirmations de M. J. Fisher à cet égard, et endossons son appréciation.

Mais, nous qui avons l'unique souci de rétablir la vérité historique, nous n'avons nulle raison de passer sous silence, les autres conclusions qui ressortent du discours de M. J. Fisher.

M. Burke et ses amis étaient-ils justifiables de porter contre les libéraux les accusations dont ils se firent une arme auprès des électeurs français de Woodlands?

Si l'on accepte le témoignage de M. J. Fisher, comme celui d'un honnête homme, il faut l'accepter dans son ensemble, or honnêtement, sincèrement, M. Fisher nous déclare lui-même qu'à cette époque ni lui président, de l'association libérale provinciale des libéraux, ni M. Greenway, ni M. Martin, seuls à même de connaitre les véritables intentions du parti libéral, n'avaient d'autre idée que celle de protéger les droits garantis à la minorité.

"L'idée de combattre des droits garantis ou supposés être garantis par la consti-"tution n'avait jamais été suggérée. Au contraire, les chefs libéraux avaient tou-"jours dit en public que ces institutions étaient protégées et que notre rémède n'é-"tait que pour les abus et non pour l'abolition de ces institutions. On promettait "que les dépenses occasionnées par l'usage de la langue française seraient diminuées "et l'octroi pour l'éducation augmenté.

Personne n'avait demandé ou suggeré de faire un pas de plus."

Voici donc affirmé pour un homme à la loyauté duquel Mgr. Taché a rendu un hommage public, et dont nul n'oserait attaquer la véracité ni l'impartialité, (il l'a prouvé depuis,) voici affirmé d'une manière particulière le véritable, le seul programme des libéraux à cette époque. Et ce programme ne comportait aucune atteinte aux droits de la minorité.

Pourtant cela n'empêchait point M. Burke et ses amis de porter les accusations de fanatisme contre le parti libéral.

Certes nous savons faire la part des exigences admissibles d'une lutte politique, mais ces exigences autorisent-elles des accusations comme celles portées par M. Burke?

En réalité ces accusations reposaient uniquement sur la vieille théorie si longtemps prônée à Québec et à Manitoba, que les libéraux étaient les ennemis déclarés et certains de tout ce qui est français et catholique.

Nous pourrons nous convaincre une fois de plus de cette vérité déja énoncée par nous, que par cette détestable prétention, article de foi conservatrice, les conservateurs français ont l'entière responsabilité de l'acuité des luttes de parti qui ont tant contribué a affaiblir le parti français.

Mais il nous faut nous résumer nous le ferons en deux mots.

En 1888, la partisannerie politique des chefs conservateurs français allait causer la division dans les rangs de la minorité, et cette même partisannerie les avait poussés à être sottement agressifs envers le parti libéral. contre lequel la minorité n'avait alors aucun grief valable puisque suivant le témoignage même de M. J. Fisher, le parti libéral n'avait nul désir de retreindre les droits garantis à la dite minorité.

(A Suivre)

Une Robe Originale

Une mode américaine, qui n'a guère de chances de se généraliser, c'est celle que vient de lancer une dame de la haute société de Baltimore, qui s'est présentée dernièrement dans un bal avec une robe... en timbres-poste! Quatre-vingt mille timbres-poste fixés sur de la fine mousseline et formant des dessins, des fleurs, des allégories!...

C'est évidemment une idée originale, tellement originale, même que, pour porter une robe aussi timbrée, il faut l'être un peu soi-même. Mais ici encore, l'Amérique n'a pas innové.

Beaucoup d'hommes de lettres et d'artistes parisiens ont connu, il y a quelque vingt ans, une jolie veuve, fort riche, très excentrique, dont la maison leur était toujours ouverte, et qui se promenait au bois de Boulogne avec les robes les plus étranges. Un jour, notamment, elle avait eu l'idée, plus étonnante qu'heureuse, d'agrémenter sa toilette en faisant coudre dessus toutes les figures d'un jeu de cartes!

Inutile de dire que les élégantes de l'époque ne la suivirent pas dans cette voie. Je doute de même que la dame de Baltimore fasse adopter le timbre-poste comme garniture.

C'est peut-être regrettable.

D'abord, parce que cela doit être économique, si l'on emploie des timbres-poste oblitérés. Avec les événements de Chine, ceux que les personnes charitables mettaient de côte pour racheter des petits Chinois, et qui vont se trouver sans emploi, auraient eu là un placement tout indiqué,

Ensuite, pendant le temps qu'une femme met à disposer sur de la mousseline ses 80,000 timbres-poste, son mari doit avoir un peu de tranquillité.

Enfin, en cas d'accident ou de déchirure, une robe de ce genre est toujours facile à réparer. On entre au bureau de tabac on rassortit quelques timbres de la couleur voulue, on les mouille, et on se les colle où il faut. Au besoin, on peut même se les faire oblitérer par un employé complaisant. C'est simple, pratique, et ça équilibrerait toujours un peu notre malheureux budget!

La science et l'instruction en Chine

Il a été de mode pendant les dix dernières années de donner toujours en exemple la civilisation chinoise.

Un écrivain russe, M. Karostovz, qui a longtemps séjourné en Chine, présente dans le Messager d'Europe la civilisation chinoise sous un tout autre aspect.

Tandis que chez nous la langue est un instrument qui sert à exprimer des pensées et un instrument pour la science, pour les Chinois, la langue est l'unique objet de l'étude, la science des sciences Et encore cette langue n'est-elle pas la langue parlée par le peuple chinois, c'est une langue morte plus ancienne pour les Célestes que le latin et le grec ne le sont pour nous. C'est l'étude de cette langue, d'après des modèles reconnus classiques, qui a écarté de la Chine toute science et a créé un système d'instruction qui est tout l'opposé du nôtre.

Cette science rétrécit encore la conception philosophique déjà étroite du Chinois et tue en lui toute curiosité scientifique et toute initiative intellectuelle; elle crée le type de l'ignorant présomptueux. L'orgueil de ces maniaques qui tournent volontairement le dos au bon sens est quelque chose de prodigieux.

Pour eux, en dehors de la Chine, il n'existe ni science, ni civilisation, ni morale, ni religion, mais rien que de la barbarie. Leur cerveau rétréci, comme les pieds des Chinoises, par une pression continuelle. est complètement atrophié et incapable de recevoir une idée nouvelle.

Le peuple pris en masse ne sait ni lire ni écrire; il n'y a qu'un homme sur cent qui sache lire et écrire, et une femme sur mille.

La littérature chinoise est sans valeur, les ouvrages historiques de la Chine mériteraient quelque attention, s'ils n'étaient pas défigurés par un fatras d'invraisemblances qui sont de pure invention.

Cependant dernièrement on a fondé en Chine une école où l'on enseigne l'anglais, le français, le russe, l'allemand, ainsi que la chimie, l'histoire naturelle, les mathématiques, la physiologie, l'astronomie, etc.

Mais, à l'inverse des autres écoles, ce ne sont pas les élèves qui paient, mais les élèves qui sont payés.

La première année les élèves reçoivent la nourriture et le logement; la seconde année ils reçoivent en outre 3 lans par mois; cette solde s'élève progressivement jusqu'à 10 lans par mois.

Les examens ont lieu une fois tous les trois ans, et les élèves qui les passent d'une façon satisfaisante reçoivent une récompense de 40 à 60 lans.

Voilà un système d'études qui serait certainement du goût des pères de famille, même en dehors de la Chine.

CORRESPONDANCE

St. Jean Baptiste

Une belle fête a réjoui notre paroisse lundi dernier, M. et Mde Baril celébraient leurs noces d'or, et leurs nombreux amis, se sont empressés de leur venir presenter leurs souhaits et leurs compliments.

Nous avons eu la visite de M. Ethier, deputé du Comté des Deux Montagnes; notre sympathique compatriote a bien voulu assister lundi soir à une assemblée formée à la hâte par l'Association libérale de St. Jean Baptiste.

M. Ethier a été particulièrement genti par tous ceux qui ont eu le plaisir de l'entendre.

Victoire Francaise

M. Decrais, le ministre des colonies, a reçu une dépêche annonçant la défaite des derniers débris des forces de Rabah, le fameux chef arabe de la région du lac Tchad, qui a été tué récemment dans une bataille dans laquelle sa principale armée a été dispersée par une colonne françsise.

Le reste de ses forces sous le commandement de ses deux fils vient d'être complètement mis en déroute en deux batailles par une expédition commandée par le capitaine Reibell qui, avec 800 hommes de troupes indigènes et trois canons a pris deux camps fortifiés de l'ennemi à l'assaut.

Un des fils de Rabah a été tué et l'autre s'est enfui. Une grande quantité d'armes et de munitions, ainsi que de riches trésors sont tombés entre les mains des Français.

Un chapeau de femme dans sa composition légère et frivole, pour insiter à des réflexions sérieuses.

Les oiseaux qui en font le plus bel ornement vivaient aux extrémités du monde, dans l'Oural, dans les Toundras sibériennes. Les Kirghsz, les Ostiaks, les Samoyèdes les ont chassés et ils ont opporté leurs dépouilles en février sur le marché d'Irbit, à la frontière de l'Asie et de l'Europe.

Cette année, d'après des documents récents, 3,000 grands-ducs (6 à 7 roubles la paire) et 4,000 couples d'aigles (à peu près le même prix, au moins les plus beaux) ont été amenés à Irbit.

On a vendu 21,600 couples de chouettes blanches, 200,000 pies, 2,000 grèbes, 30,000 paires d'ailes de perdrix, 60,000 paires de queus de cops de bruyère.

Une très grande partie de cette exportation est dirigée sur Berlin ou Leipsick, où se fabrique beaucoup "d'article de Paris."

Greve gigantesque

Mercredi, le président de l'union des mineurs d'Amérique a signé la déclaration officielle de la grève, qui va comprendre les 142,000 mineurs de Pensylvanie.

L'ivrognerie et la paresse ne sont pas les seules causes de la misère qui existe chez les masses, ainsi que certains économistes semblent le croire. Notre système du "laisser faire" qui permet au plus fort d'écraser le plus faible, fait plus de pauvres que tous les vices réunis.

Il y a pis que la servitude, c'est la servilité.

L'homme de génie prend sa place on ne lui donne pas.

Les Fiancailles de la Reine des Pays Bas

Cette fois ci il parait que la nouvelle est exacte. La reine Wilhelmine s'est fiancée avec le duc Adolphe-Frédéric de Mechlembourg-Schwerin.

La reine est née à la Haye le 31 août 1880. En novembre 1890, elle monta sur le trône et régna sous la tutelle de sa mère. Ce ne fut que le 31 août 1898, étant devenue majeure, qu'elle prit réellement le pouvoir.

Le duc Adolphe Frédéric de Mecklembourg est né le 10 octobre 1873; il est chef d'escadron au régiment des cuirassiers de la garde prusienne. La duchesse Alexandrine de Mecklembourg, qui a épousé le prince Ohrétien de Danemark, et qui sera un jour reine de Danemark, est sa nièce.

Affreux vautours

La terrible catastrophe de Galveston a donné lieu à des scènes épouvantables.

La mer a débordé en une vague immense et englouti la ville sous dix pieds d'eau.

Les victimes sont encore plus nombreuses qu'on ne croyait tout d'abord; on en fixe le chiffre à 10,000.

De tous côtés on a organisé des secours; les cadavres gisent éparpillés dans les rues, ou sous les débris des maisons.

D'ignobles malfaiteurs ont profité de l'occasion pour se livrer au vandalisme le plus honteux.

Plusieurs d'entre eux, le plus grand nombre des nègres, ont été trouvés possesseurs de doigts et d'oreilles coupées aux cadavres, afin de s'emparer des bijoux qu'ils portaient.

Tous ceux qui ont été pris ont été immédiatement fusillés.

Les citoyens survivants ont été obligés de faire eux-mêmes justice en plusieurs occasions.

On dit que cinquante de ces abominables gredins, venus d'un peu partout, attirés comme les vautours par l'odeur du carnage, ont déjà été exécutés.

Les Massacres en Chine

Tous les correspondants de journaux qui sont en Chine télégraphient à leurs journaux des détails épouvantables sur les massacres de missionnaires et de chrétiens.

On dit que pendant le mois de juillet seul, pas moins de 15,000 à 20,000 chrétiens ont été massacrés dans la province du nord.

Quelques-uns de ces rapports peuvent être exagérés, mais il ne fait pas de doute que le fond de ces dépêches est vrai en tous points.

On ajoute que les femmes des chrétiens sont soumises aux traitements les plus barbares. Généralement, on les depouille de leurs vêtements devant une populace en furie et on les fait fustiger à mort.

Chanson

Les marins ont dit aux oiseaux de mer :
Nous allons bientôt partir en Islande,
Quand le vent du Nord sera moins amer,
Et quand le printemps fleurira la lande.

Et les bons oiseaux leur ont répondu :
Voici les muguets et les violettes.
Les vents sont plus doux ; la brume a fondu,
Partez, ô marins, sur vos goélettes.

Vos femmes ici prieront à genoux.
Elles vous seront constamment fidèles.
Nous voudrions bien partir avec vous,
S'il ne valait mieux rester auprès d'elles.

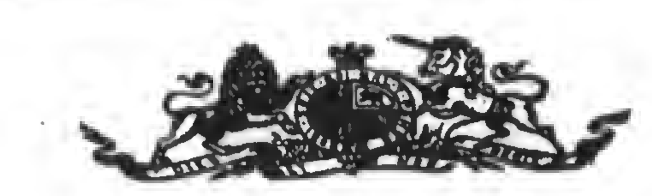
Nous leur parlerons de votre retour ;
Nous dirons les gains d'une pêche heureuse,
Et comment la nuit et comment le jour,
Comment votre coeur bat sous la vareuse.

Et nous les ferons renaître à l'espoir,
Tandis que, les yeux tournés vers le pôle,
Elles s'en viendront, au tomber du soir,
Pleurer deux à deux sur les bancs du môle.

Charles Le Goffic.

AISE A TROUVER

Si vous ressentez les atteintes de la gorge, si vous n'avez pas de BAUME RHUMAL, allez vite en chercher chez le Pharmacien.



LE NORD-OUEST CANADIEN

Reglements des Homesteads.

Toute section Numéro pair des Terres de la Couronne non affectées ou non réservées, excepté les Numéros 8 et 26, pourra être prise en Homestead, par toute personne chef de famille, ou aucun homme audessus de 18 ans, à raison d'un quart de section, soit 160 acres

Entrees.

L'entrée peut être faite personnellement au bureau des Terres du District, ou sur application au Ministre de l'Intérieur, à Ottawa, ou au Commissaire d'Immigration à Winnipeg. Elle peut être faite par une autre personne autorisée. Le prix d'entrée régulier est de $10 pour tout terrain déjà occupé. Il sera chargé en sus $5 ou $10 pour rencontrer les dépenses de cancellation et d'inspection.

Conditions a remplir.

Culture et résidence pendant 3 ans sont requises, et pendant ce temps le colon ne peut être absent pendant six mois, en aucune année sous peine de perdre ses droits

Application pour Patente.

Application pour patente put être faite au bout de trois ans, devant l'agent local, ou l'inspecteur des Homesteads; en ce cas, les frais sont de $5. Il doit donné avis par écrit, six mois d'avance, au Commissaire des Terres de la Couronne, à Ottawa, de l'intention de faire telle application pour cette patente.

Informations.

Les immigrants pourront recevoir à tous les bureaux de Terres de la Couronne l'information des terrains disponibles et libres de charges. Aide et assistance seront données pour trouver les terrains désignés, aussi bien que des informations complètes sur le bois, le terrain, le charbon, les lois minières, ainsi que toute copie des lois et des règlements.

Les mêmes renseignements peuvent être obtenus sur application au secrétaire du département de l'Intérieur, à Ottawa, ou au commissaire de l'Immigration, à Winnipeg.

JAMES SMART,
Député Ministre de l'Intérieur.

N. B. — A part les terrains ci-haut mentionnés, des milliers d'acres de terre de prem ère qualité sont mis en ventepar les différentes compagnies de chemin de fer ou des sociétés particulière

NOUVELLES LOCALES.

Dimanche dernier était la première gelée de la saison.

Lisez l'annonce de M. Conway dans une autre colonne.

Lundi prochain séance régulière du conseil de ville de St. Boniface.

Mde Elie Tassé de Ottawa est en promenade chez sa sœur Mde Dixon de cette ville.

M. B. Benard le propriétaire de l'hotel du Canada est de retour d'un voyage à Vancouver.

M. O. Monchamp, accompagné de sa famille est arrivée la semaine dernière d'un voyage aux Etats Unis.

M. Jos. Dubuc, avocat est de retour d'un voyage de quatre mois à l'Exposition de Paris et en Europe.

M. Noé Chevrier est arrivé d'un voyage de quelques semaines dans l'Est où il était aller faire ses achats d'automne pour son magasin.

MM. Jos. Prud'homme, Hor. Hogue et C. Belanger sont partis la semaine dernière pour le grand séminaire à Montréal où ils vont prendre la soutanne.

Mgr. Falconio le délégué Papal au Canada doit arriver le 26 courant. Son Honneur le maire Betournay présentera à Son Excellence une adresse de bienvenue au nom des citoyens de St. Boniface.

Une Opinion

Les journaux bleus s'opposent à ce qu'on exige aucune declaration sa Sir Ch. Tupper, et pour plus de précaution appelent à leur aide la constitution !

Voici ce que LA VERITE répond au JOURNAL qui soutenait cette chose. Le MANITOBA pourra en faire son profit par la même occasion.

"On peut ne pas aimer la politique du parti au pouvoir, tout en désirant savoir ce que fera l'opposition si on lui confie la direction des affaires.

Par exemple, sur la question des écoles manitobaines et la question de l'impérialisme militaire, on voudrait avoir une déclaration nette, catégorique et autorisée de l'opposition libérale-conservatrice.

Si le parti libéral-conservateur arrive au pouvoir, que fera-t-il pour régler la question scolaire manitobaine ? que fera-t-il en face d'une nouvelle tentative d'entraîner le Canada plus avant dans la voie de l'impérialisme militaire ?

Ce sont la des questions que les hommes indépendants ont le droit et même le devoir de poser aux chefs de l'opposition, puisque ceux-ci aspirent à devenir ministres.

Il ne suffit pas de dire que sir Wilfrid Laurier a manqué à ses engagements sur la question scolaire ; les chefs libéraux-conservateurs doivent faire connaître quels engagements ils prennent à leur tour

De même, ce n est pas assez d'affirmer que le parti libéral-conservateur aurait réglé cette question s'il était resté au ponvoir en 1896. La règlerat-il s'il revient au pouvoir cette année ou l'année prochaine ?

Voilà ce que les électeurs ont le droit de demander.

Quant à l'envoi des contingents canadiens en Afrique, le parti libéral-conservateur le blâme-t-il ou l'approuve-t-il ?

Si des circonstances analogues se présentaient, un gouvernement libéral-conservateur ferait-il ce qu'a fait le gouvernement libéral de sir Wilfrid Laurier, ou ferait-il le contraire, ou ferait-il plus ?

Voilà encore une question précise qui demande une réponse catégorique."



AVIS PUBLIC

Avis public est par la présente donné que les dates fixées antérieurement pour les séances de la Commission nommée sous le Grand Sceau de la Puissance du Canada, pour régler les réclamations des Métis dans le district d'Alberta, sont annulées et que les Commissaires siègeront.

A Victoria le 23 Août 1900.
" Saddle Lake le 31 Aout 1900.
" Egg Lake Mission le 3 Septembre 1900.
A Lac La Biche le 10 Sept 1900.
" Athabasca Landing 1er Octobre. 1900.
A Lac Ste Anne le 8 Octobre.
" Edmonton le 13 "
" St. Albert le 13 Novembre 1900.
" Fort Saskatchewan 15 " "
" Wetaskiwin 10 " "
" Duhamel 11 " "
" Lacombe 4 Décembre "

J. A. J. McKENNA,
JAMES WALKER,
Commissaires.

AVIS.

On demande un instituteur dûment qualifié pour l'école de St. Adelard à Notre Dame de Lourdes.

Adresser toute communication à M. Pantel secrétaire de la commission P. O. Notre Dame de Lourdes.

On demande un instituteur ou une institutrice dûment qualifié pour enseigner à St. Malo Adresser lettre spécifiant le salaire demandé à M. Leger Lambert.

St. Malo P. O. Man.

Ecoles de Laiterie

UN EXEMPLE A SUIVRE EN CANADA

Il existe en Bretagne deux écoles de laiterie patronnées par l'Etat et par leurs départements respectifs ; l'une à Kerliver (Finistère), l'autre à Coëtlogon (Ille-et Vilaine(. Dans ces deux établissements les jeunes filles sont reçues, les jeunes filles sont reçues à l'age de 14 ans, deux bourses sont mises a la disposition de familles peu aisées par l'état et par les départements. La durée des études n'est que d'une année. L'enseignement théorique comprend la technologie laitière, l'économie domestique, l'hygiène et l'engraissement des animaux domestiques et la médecine vétérinaire, les principes d'agriculture, d'apiculture, le français, l'arithmétique, l'histoire et la géographie de la France

L'enseignement pratique comprend la fabrication du beurre et du fromage, la tenue de la ferme et du ménage, les travaux ordinaires d'aiguille, la préparation des aliments, le blanchissage, le repassage, les soins à la comptabilité simple.

L'Ecole de laiterie de Coëlogon date de 1886 ; celle de Kerliver, de 1898.

Ces deux écoles, fondées sous les auspices de l'honorable M Tisserand, alors directeur du ministre de l'Agriculture, répondent bien aux besoins des pays bretons, où l'industrie laitière peut-être une précieuse ressource. Le plan d'études convient aux jeunes filles, la plupart de la campagne, qui fréquentent ces écoles, et y trouvent pour l'avenir des moyens assurés d'existence honorable.

Les établissements de Kerliver et de Coëtlogon étant placés au centre d'une petite métairie, avec prés, vergers, jardin, potager, vacherie, porcherie, rucher, l'enseignement pratique est d'autant plus utile qu'il est démonstratif.

Journalisme

Nous devons féliciter le JOURNAL de Fall River, un journal français qui à l'occasion de la fête du travail, a publié un magnifique numéro.

Avis de Demande de Divorce.

Avis est par les presentes donné que John Higgs Brewster, section trente trois (33) dans le Township Sept (7), Rang dix (10) Ouest du premier principal Meridien dans la Province de Manitoba dans la Municipalité de Norfolk Sud, Cultivateur dans la dite Province, fera application au Parlement du Canada, à la Session prochaine pour obtenir un bill de divorce d'avec sa femme Easter Brewster résidante dans la dite Municipalité pour adultère.

Daté en la ville de Winnipeg dans la province de Manitoba, le 8ème jour d'Août A. D. 1900.

CAMERON & PHILLIPS
Solliciteur pour le Demandeur.

BELCOURT & RITCHIE,
Agents à Ottawa pour le Solliteur du Demandeur.